



NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2020

ANNEXE A LA DELIBERATION N° DLM2020-77

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L. 2313-1, L. 3313-1 et L. 5211-36) prévoit qu'une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Cette note répond donc à cette obligation pour la commune. Elle sera disponible sur le site Internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année. Il respecte les principes budgétaires : sincérité, annualité, unicité, spécialité et équilibre.

La commune de Baillargues compte un budget principal et deux budgets annexes : Gestion des locaux et la Crèche le Petit Prince.

SOMMAIRE :

CONTEXTE FINANCIER.....	2
BUDGET PRINCIPAL.....	3
SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	3
RECETTES	3
DEPENSES.....	4
SECTION D'INVESTISSEMENT.....	5
RECETTES	5
DEPENSES.....	6
ETAT DE LA DETTE	6
BUDGETS ANNEXES	7
BUDGET ANNEXE GESTION DES LOCAUX.....	7
BUDGET ANNEXE CRECHE LE PETIT PRINCE	7

CONTEXTE FINANCIER

L'élaboration du budget primitif 2020 s'inscrit dans le contexte particulier de la crise sanitaire liée au Covid-19 qui ne sera pas sans impact sur les finances municipales.

Des effets très lourds à la fois sur les recettes et sur les dépenses de l'année 2020 ont donc été anticipés. Certains sont immédiats et se constatent déjà, d'autres s'impacteront tout au long de l'exercice et même très certainement au-delà sur 2021, voire 2022.

La Ville a fait le choix de renoncer à certaines recettes afin d'accompagner son territoire, ses habitants et ses acteurs économiques.

D'autres recettes de la Ville seront également fortement affectées en 2020, voire en 2021, par la crise et ses répercussions. Ce sera le cas des recettes tirées de l'exploitation des différents équipements communaux mais surtout des services publics mis en œuvre, notamment dans les secteurs de l'enfance et de la culture, où les programmations initialement arrêtées ont été profondément remaniées.

En matière de fiscalité, plusieurs postes de recettes devraient aussi être impactés, dans des proportions qui pourront parfois atteindre des pourcentages très élevés. Ainsi, la taxe sur la consommation finale d'électricité, et, plus encore, la taxe additionnelle aux droits de mutation, subiront les effets combinés de la période de confinement et du ralentissement général de l'activité.

Afin de compenser une partie de la baisse drastique de recettes attendues sur l'exercice 2020 sous l'effet des crises sanitaire et économique et des mesures d'urgence mises en œuvre pour en atténuer les effets, il a été proposé, lors de l'adoption du compte administratif 2019, d'affecter l'ensemble du résultat global de clôture de l'exercice 2019, en section de fonctionnement du budget 2020. Cette mesure revêt un caractère inhabituel, cet excédent étant d'ordinaire affecté au financement des investissements. Cependant, au regard des circonstances exceptionnelles, il est proposé cette année de le mobiliser pour contribuer à absorber les effets de la crise.

Afin de protéger ses agents et ses habitants, dont en particulier les personnes les plus fragiles, la Ville a engagé des achats de matériels de protection sanitaire tels que des masques, du gel hydroalcoolique, des gants et lingettes désinfectantes, mais également des écrans de protection, ainsi que d'autres produits et matériels.

La généralisation de l'usage de ces équipements à mesure de la mise en œuvre du déconfinement, et notamment de la réouverture d'un certain nombre d'équipements publics, aura pour effet d'accroître ce poste de dépenses.

D'autres mesures suivront nécessairement en la matière, au fil de l'exercice. En particulier, le CCAS qui intervient au plus près des populations en fragilité a, en cette période de crise sanitaire, renforcé ses actions auprès d'elles par une mobilisation accrue de ses moyens humains et financiers. La Ville accompagnera cette intervention soutenue en adaptant, autant que de besoin, la subvention d'équilibre qu'elle lui verse annuellement.

Pour assurer le financement du surcroît de dépenses attendues sur l'exercice 2020, la Ville mobilisera une partie de l'autofinancement prévisionnel qu'elle envisageait initialement de consacrer au financement de ses dépenses d'investissement. Elle sera toutefois attentive à trouver le juste équilibre entre la mobilisation requise pour faire face aux mesures d'urgence,

et la préservation de sa capacité à financer un programme d'investissement adapté aux besoins d'entretien du patrimoine communal et à la croissance démographique de sa population.

D'autres impacts sont à prévoir mais non quantifiables à ce jour :

- le renchérissement du coût des marchés publics en cours et à venir, compte tenu du contexte particulier de travail pour les entreprises. Cela pèsera sur les dépenses du budget municipal ;
- le coût de la suspension de l'activité de la délégation de service public de la crèche le Petit Prince. En effet, il n'est pas exclu une possible indemnisation à verser au délégataire.

Enfin, les décalages du lancement ou de chantiers en cours de certains équipements vont nécessairement induire un volume d'investissement moindre que prévu sur 2020.

Par ailleurs, certaines dépenses n'ont pas été engagées du fait de la fermeture temporaire de certains services publics.

BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal de la ville s'équilibre à 9 669 382 € en fonctionnement et à 6 636 042 € en investissement.

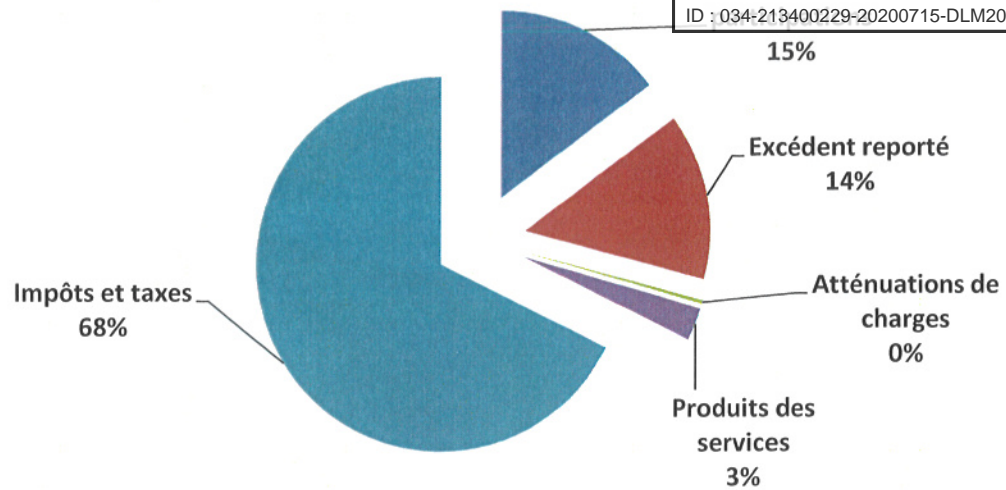
SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien. La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

RECETTES

Les recettes de fonctionnement 2020 sont estimées à 9 669 382 € et se répartissent comme suit :

CHAPITRE	BP 2020
013 – Atténuation de charges	30 000 €
70 - Produits des services	276 520 €
73 – Impôts et taxes	6 523 980 €
74 – Dotations et participations	1 424 304 €
75 – Autres produits de gestion courante	23 100 €
76 – Produits financiers	45 €
77- Produits exceptionnels	1 500 €
042 – Opérations d'ordre	3 000 €
002- Résultat de fonctionnement reporté (pour mémoire)	1 386 933 €
Total	9 669 382 €



La fiscalité

Il n'y aura pas d'augmentation des taux d'imposition en 2020.

Le produit fiscal attendu pour 2020 est estimé à 6 056 559,72 €

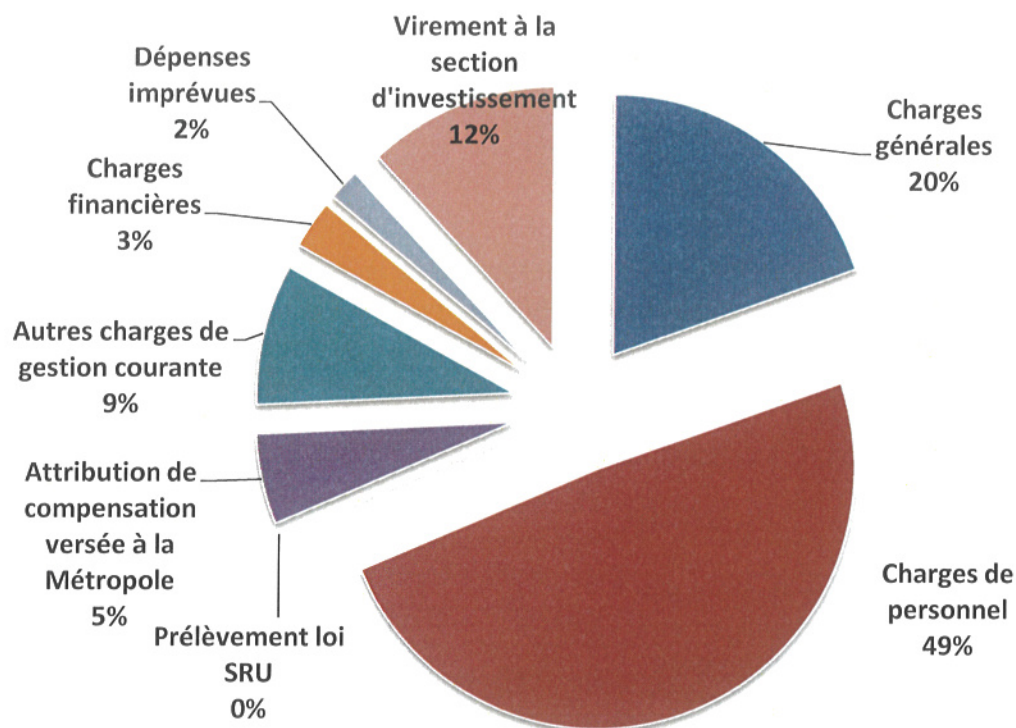
	BASES	TAUX	PRODUITS 2020
Taxe d'habitation	10 720 000		2 827 936 €
Taxe sur le foncier bâti	8 766 000	36,10%	3 124 455 €
Taxe sur le foncier non bâti	46 300	138,44%	64 097,72 €

DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement 2020 sont estimées à 9 669 382 €.

Elles se répartissent comme suit :

CHAPITRE	BP 2020
011 – Charges à caractère général	1 808 795 €
012 – Charges de personnel	4 522 500 €
014 – Atténuations de produits	509 000 €
65– Autres charges de gestion courante	790 930 €
66 – Charges financières	321 480 €
67 – Charges exceptionnelles	12 100 €
68 – Dotations aux amortissements et provisions	29 597€
042 – Opérations d'ordre	422 680 €
022 – Dépenses imprévues	200 000€
023- Virement à la section d'investissement	1 052 300 €
Total	9 669 382 €



SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES

Les recettes d'investissement sont estimées à 6 636 042 € dont

- Recettes réelles : 2 761 661 €
- Recettes d'ordre : 422 680 €
- Excédent d'investissement reporté 2019 : 2 399 401 €
- Virement de la section de fonctionnement : 1 052 300 €

Elles correspondent à la taxe d'aménagement reversée par la Métropole, au fonds de compensation de TVA, aux subventions d'investissement, à la part de l'excédent de fonctionnement affecté à l'investissement et aux participations des aménageurs aux équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants.

CHAPITRE	BP 2020
10 – FCTVA, taxe d'aménagement	165 135 €
1068 – Affectation de la section de fonctionnement	0 €
13 – Subventions d'investissement	2 087 792 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	1 185 €
20- Immobilisations incorporelles	403 549 €
23 – Immobilisation en cours	100 000 €

27- Autres immobilisations financières	
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	
021 – Virement de la section de fonctionnement	
024 – Produits de cessions	2 000 €
01-Solde d'exécution reporté	2 399 401 €
Total	6 636 042 €

Envoyé en préfecture le 21/07/2020
Reçu en préfecture le 21/07/2020
Affiché le 21/07/2020
ID : 034-213400229-20200715-DLM2020_77-DE

DEPENSES

Il s'agit de toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

Les dépenses de la section d'investissement sont estimées à 6 636 042 € €.

CHAPITRE	BP 2020
16 - Emprunts	662 150 €
20 – Immobilisations incorporelles	817 498 €
204 – Subventions d'équipements versées	1 113 866 €
21 – Immobilisations corporelles	1 272 897 €
23 – Immobilisations en cours	2 430 631 €
27 – Autres immobilisations financières	2 000 €
020 – Dépenses imprévues	334 000 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 000 €
Total	6 636 042 €

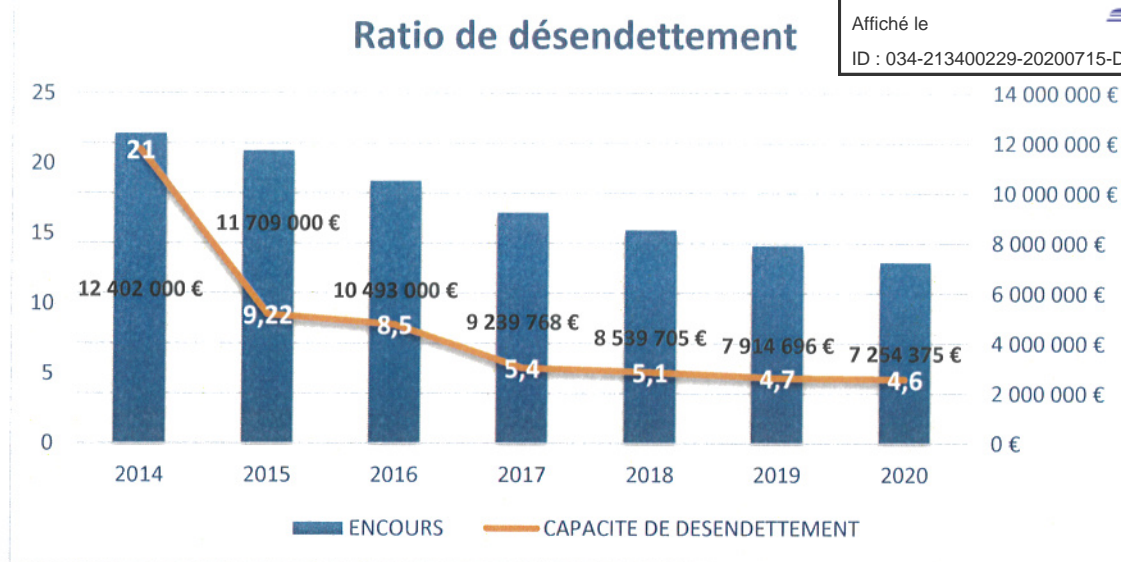
Les principaux investissements pour 2020 sont les suivants :

- Poursuite du programme de vidéo protection,
- Construction d'un orgue dans l'église,
- Réhabilitation et rénovation de bâtiments,
- Mises en place d'aires de jeux pour enfants,
- Créations de terrains de baskets 3x3,
- Création d'un skate-park,
- Amélioration du réseau de voirie de la commune,
- Poursuite des études pour le nouveau groupe scolaire, ...

ETAT DE LA DETTE

Au 1^{er} janvier 2020, la dette de la ville se compose de 15 emprunts pour un encours de 7 914 696€. Le taux moyen est de 4,39 %. L'annuité de la dette s'élève à 988 620 € avec 328 490€ d'intérêts et 660 130€ de remboursement de capital.

La capacité de désendettement de la ville est de 4,6 années positionnant la Ville en dessous de la moyenne nationale estimée à 7 ans et du seuil d'alerte fixé à 10 ans.



BUDGETS ANNEXES

BUDGET ANNEXE GESTION DES LOCAUX

Ce budget s'équilibre à 57 159 € en fonctionnement et 410 549 € en investissement.

Il nécessite une subvention d'équilibre provenant du budget principal de 1 664 €.

BUDGET ANNEXE CRECHE LE PETIT PRINCE

Ce budget n'a qu'une section de fonctionnement qui s'équilibre à 77 907 €.

Le délégataire versera une redevance annuelle de 26 611 € HT.

Ce budget nécessite une subvention d'équilibre provenant du budget principal de 51 295 €.

Envoyé en préfecture le 21/07/2020

Reçu en préfecture le 21/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20200715-DLM2020_77-DE